

SIDI LAKHDHAR (AÏN DEFLA)

Un réseau spécialisé dans le vol des moteurs d'engins démantelé par la gendarmerie

Depuis quelque temps, bon nombre d'entreprises ont été victimes de vols de moteurs d'engins (grues, bétonnières, dumpers), utilisés sur les chantiers de construction, des moteurs dont les prix se chiffrent en dizaines de millions de centimes.

Selon des sources bien informées, les voleurs agissaient de nuit, pénétraient dans les chantiers, neutralisaient les gardiens en les ficelant, et en mécaniciens chevronnés démontaient les moteurs et les emportaient, paralysant ainsi les travaux de construction. Récemment, un entrepreneur qui réalise des bâtiments sur le territoire de la commune de Sidi-

Lakhdhar dans la daïra de Khemis-Miliana, a été victime de cette bande. Un matin, il découvre les gardiens ficelés et les moteurs de 4 de ses engins disparus.

La victime dépose alors plainte au niveau de la brigade locale de la gendarmerie qui ouvre une enquête. Simultanément, l'entrepreneur s'informe et apprend qu'a Blida, un commerçant en

pièces détachées, vendait des moteurs d'engins ayant déjà servi mais presque au prix du neuf.

Par chance, l'entrepreneur reconnaît formellement que l'un des moteurs qu'on lui refilait pour la modique somme de 47 millions de centimes n'était autre que le sien.

Les gendarmes alors avertis, munis d'une commission rogatoire se rendent à Bilda et procèdent à une perquisition. Ils mettent la main sur un lot de moteurs dont la provenance n'a pu être justifiée par le commerçant qui est alors mis en état d'arrestation. Les investigations menées par

les gendarmes permettront de découvrir qu'ils avaient affaire à tout un réseau composé de 4 membres, de Chlef, de Bouinan (Blida), de Boufarik et de Zéralda. L'astuce employée, très juteuse, était simple : les receleurs échangeaient entre eux les moteurs qui n'étaient jamais vendus dans la région où ils ont été volés. Les 4 accusés de vols et de recels ont été déferés au parquet de Khemis-Miliana et entendus par le procureur de la République,.

Deux d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt tandis que les deux autres, placés sous contrôle judiciaire.

Karim O.

GUELMA

Des mendiants subsahariens envahissent les artères de la ville

La ville de Guelma connaît, ces derniers temps, un phénomène nouveau. C'est celui de la présence envahissante de familles maliennes dans plusieurs artères de la cité.

Ces familles sont partout, dans les boulevards Souidani-Boudjemaâ et 1<sup>er</sup>-Novembre, à la gare routière, devant les mosquées, aux feux tricolores... des femmes et des enfants réclament l'aumône aux passants et aux automobilistes. «Ils s'exposent

ainsi aux différents dangers», nous déclare une passante. Il s'agit d'un phénomène social qui a pour origine la pauvreté galopante et la crise qui a secoué leur pays. De ce fait, bon nombre de familles, notamment celles issues des couches défavorisées, se sont retrouvées dans une situation intenable. Ils ont opté pour l'immigration clandestine vers des villes algériennes, pour s'adonner à la mendicité.

A Guelma, ces familles vivent en permanence dans la rue, une

situation dans laquelle il n'y a aucune surveillance ni protection contre les menaces diverses qui peuvent mettre en danger leur sécurité comme celles des riverains. Ces derniers déplorent ce phénomène social grandissant qui affecte l'environnement et qui met en péril la santé humaine.

Les autorités compétentes sont, donc, interpellées pour coordonner des actions afin de remédier à cette situation.

Noureddine Guergour



Photo : DR

AÏN BEIDA

De faux généraux sévissaient au tribunal

Cette affaire a eu lieu en cette fin de semaine et au sein même des locaux du tribunal d'Aïn Beïda, selon des informations disponibles au niveau de la compagnie de la Gendarmerie nationale de Aïn Beïda. Les inculpés, originaires de la commune de Aïn Touila, dans la wilaya de Khenchela, sont sous instruction en ce moment.

Les usurpateurs de fonction se faisaient passer pour des généraux de l'Armée nationale populaire et fréquentaient souvent le tribunal de Aïn Beïda et choisissaient les

affaires qui leur semblaient délicates. La suite de la stratégie consiste à prendre attache avec les parents des inculpés pour leur proposer leurs services. Une fois le consente-

ment des parents des détenus, notamment pour des délits graves ou des crimes, acquis et monnayant de fortes sommes d'argent, les faux officiers promettent d'user de leur statut pour élargir ou au moins atténuer les charges retenues contre leurs «mandants».

Les usurpateurs multiplient leur fréquentation au tribunal pour faire croire à leurs «clients» l'influence qu'ils exercent sur les magistrats. Ils ont essayé quand même de

prendre attache avec certains fonctionnaires du tribunal sous les fausses qualités de généraux pour arriver à leur fin.

Selon les mêmes sources, les trois usurpateurs qui ont été surpris en flagrant délit au sein même des salles d'audience du tribunal sont toujours entre les mains de la gendarmerie sous interrogatoire pour arriver à d'autres éventuelles victimes de cette supercherie.

M. C.

MOSTAGANEM

Démantèlement d'une bande de cambrioleurs

Les services de police de la 1<sup>re</sup> Sûreté urbaine de Mostaganem ont interpellé en ce début de semaine, 7 malfaiteurs présumés âgés entre 17 et 29 ans soupçonnés de plusieurs délits, principalement des cambriolages de locaux commerciaux et d'appartements.

Ce réseau, très organisé, procédait selon un mode opératoire facile en agissant de nuit et en se servant d'un véhicule loué auprès d'une agence de location de voitures pour charger la marchandise volée. Plusieurs plaintes ont été déposées par les victimes faisant état que des

intrus ont cambriolé leurs commerces et leurs appartements et ont mis la main sur des objets précieux tels que les magasins de bijoux de fantaisie, de confiserie, de chaussures et d'appareils électroménagers. Les policiers munis d'un mandat de perquisition ordonné par le procureur de la

République dans les domiciles des mis en cause ont pu récupérer une partie du butin volé et des objets utilisés par les cambriolages dans leur forfait.

Présentés hier mardi, devant le magistrat instructeur, trois des sept cambrioleurs ont été mis sous mandat de dépôt, le mineur de 17 ans a été placé dans un centre de rééducation spécialisé pour mineurs et le reste a bénéficié d'une citation à comparaître le jour du procès.

A. B.

EL TARF

Un homme de 40 ans a tenté de violer une fillette de 3 ans

C'est la consternation et l'émoi qui se lisaient, hier matin, sur les visages des citoyens de la paisible et petite commune d'Oued Zitoune, frontalière avec la Tunisie, où un homme âgé de 40 ans, marié et père de deux enfants a tenté de violer une fillette de 3 ans dans une étable abandonnée, a-t-on appris de sources sécuritaires.

C'est grâce à la vigilance des passants près de ladite étable que le pire a été évité de justesse, et ce, grâce aux pleurs de la fillette qui fusaient des lieux.

Appelés à la rescousse, les gendarmes ont arrêté l'homme qui a été, par ailleurs, présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Bouhadjar qui a ordonné son incarcération au motif d'atteinte sur une mineure avec tentative de viol, a-t-on appris des mêmes sources. Reste que la pédophilie est un fait de société qui est en train de prendre de l'ampleur dans un environnement croulant sous les tabous.

Daoud Allam

AÏN-TÉMOUCHENT

Hausse des accidents au mois de mars

Les services de la Protection civile de la wilaya de Aïn-Témouchent ont enregistré en ce mois de mars 2014, une hausse sensible dans les accidents de circulation par rapport au même mois de l'année précédente, a rapporté une source de la Protection civile. Selon le bilan établi, il a été enregistré 60 accidents qui ont causé le décès de deux personnes âgées de 19 et 28 ans alors que 65 autres ont subi des blessures. A noter que l'année écoulée et lors du même mois, 33 accidents ont été recensés et causé respectivement 4 décès et 27 blessés.

Les causes de ces accidents de circulation sont dues à diverses raisons dont la principale cause est humaine, selon la même source qui rapporte que le nombre des interventions des services de la Protection civile pour la période entre le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 31 mars 2014 est de 2 693 interventions réparties entre accidents de la route, les secours, les évacuations, les incendies et autres causes.

S. B.

M'SILA

4 morts et 11 blessés dans 4 accidents de la route

Deux enseignants, âgés de 42 ans, originaires de Hammam Dhalaa, sont morts dans un accident survenu hier après-midi à la sortie sud de la ville de M'sila entre trois véhicules, faisant par ailleurs trois blessés.

Les victimes ont été transférées à l'hôpital Zehraoui de M'sila par les services de la Protection civile. Par ailleurs, le même jour dans la commune Mohamed-Boudiaf dans la daïra de Ben-Serour, une dame âgée de 70 ans a trouvé la mort dans un accident survenu sur la RN 70 entre un véhicule utilitaire et un autre touristique. L'accident a fait également 8 blessés. Ces derniers ont été déposés à l'hôpital de la daïra de Aïn El Melh, au sud de la wilaya.

Quant à la quatrième victime selon le bilan des pompiers, il s'agit d'un garçon âgé de 10 ans qui a été écrasé par un camion dans la commune de Belaïba, à 60 km à l'est de M'sila.

A. Laïdi